



Atelier Virtuel #12

« Amélioration de l'accès aux données climat pour les acteurs africains – Données activités et émissions »

29.10.2020

Modération par Vanessa Laubin, Gérante/Consultante Stratégies et planification territoriale climat à [PROJECTIONS.CC](#)

Intervenants :

- Amaury Parelle, Coordinateur de l'[Observatoire Climate Chance](#)
- Gabriel Follin-Arbelet, Chef de projets – Mesure d'impacts au [Bureau Kinomé](#)
- Jafaru Abdulrahman, Chef de projet IT à [ECOWAS Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency \(ECREEE\)](#)
- Joël Nana, Coordinateur Projet Senior à [Sustainable Energy Africa \(SEA\)](#)
- Marie Colson, Coordinatrice Projet Mobilité à [Institut für Energie- und Umweltforschung Heidelberg \(IFEU\)](#)

Grands enseignements :

La question de l'accès aux données d'activité pour les acteurs non-étatiques est essentielle, à la fois pour le suivi de projets d'atténuation du changement climatique, pour la construction de nouvelles actions pertinentes et pour la projection et l'élaboration de trajectoires d'émissions.

Selon les participants, la priorité concernant l'accès aux données d'activité est **d'impliquer les acteurs locaux dans la collecte de données territoriales**. La question des moyens n'est pas centrale (dernière position), **de nombreux outils existent donc déjà**. Les acteurs locaux doivent maintenant être formés à l'utilisation de ces outils.

L'entreprise sociale Kinomé a utilisé l'outil de Global Forest Watch, construit à partir de données satellitaires, pour mettre à jour les données de déforestation de la Guinée. Les données forestières "de terrain" sont coûteuses à collecter et à mettre à jour, et **l'utilisation d'outils de substitution comme celui de Global Forest Watch peut permettre de bénéficier de données, moins complètes, mais suffisantes pour de nombreuses applications**.

ECREE utilise un cadre de suivi régional, dans lequel il collecte des données auprès des 15 États membres de la CEDEAO. En utilisant ces données, **des politiques d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique ont été créées pour les États**, et les progrès annuels de la mise en œuvre sont suivis, avec des rapports annuels publiés. L'observatoire ECOWREX met toutes ces données à la disposition du public.

SEA travaille avec les autorités locales ainsi qu'avec les offices nationaux de statistiques pour **collecter des données sur la consommation d'énergie des ménages**, afin d'aider les villes à établir leur profil énergétique. Le type de données requises dépend de l'objectif pour lequel elles sont collectées, et les données sur les ménages donnent un aperçu des utilisations finales de l'énergie, des parts de revenus consacrées à l'énergie, etc.

Dans le cadre du programme Mobilize Your City, le centre de recherche allemand IFEU **accompagne des villes et des pays dans la mise en place de plans de mobilité durables**. La question de la collecte des données est essentielle pour l'évaluation de la situation actuelle et



la construction de scénarios prospectifs. La plupart du temps, l'IFEU combine différentes méthodes de collecte de données auprès de différents acteurs pour ses travaux.

Amaury Parelle, Coordinateur de l'[Observatoire Climate Chance](#)

Climate Chance est une association dont le but est d'être une plateforme pour les acteurs non-étatiques engagés dans des projets liés au changement climatique. 3 grands pôles :

- Le site internet, portail de l'action climat, en français/anglais
- L'Observatoire qui publie tous les ans un bilan de l'action climat non-étatique
- L'organisation de sommets annuels, autour de coalitions thématiques

Cette année, pour garder l'élan de l'action climat comme lors des Sommets Climate Chance, une Série d'Ateliers Virtuels a été organisée.

La question de **l'accès aux données pour les acteurs non-étatiques est portée par l'Observatoire Climate Chance** depuis le Sommet d'Abidjan en 2018. Après des discussions à Abidjan puis à Accra (2019), qui ont permis de poser un certain nombre de bases, cette année une 3 ateliers virtuels sont organisés (24/09/2020, 29/10/2020, début 2021), avec pour objectif :

- (1) Identifier les initiatives africaines contribuant à améliorer l'accès aux données climatiques et leur gouvernance pour les acteurs locaux
- (2) Explorer des pistes concrètes pour un travail collectif et un espace de collaboration pouvant être mené sur ces questions
- (3) Capturer les principaux enseignements et principes pour formuler une position commune parmi les acteurs engagés.

Vanessa Laubin, Gérante/Consultante Stratégies et planification territoriale climat à [PROJECTIONS CC](#)

Rappel : Pour calculer des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), on multiplie une donnée d'activité à un facteur d'émission, qui est une donnée moyenne qui donne la quantité de GES émise lors d'une certaine activité.

Objectif : Discuter ensemble des contraintes, des problématiques et des difficultés qui ont trait à la collecte, l'analyse et l'usage des données d'activités.

Pourquoi les acteurs non étatiques doivent-ils se poser la question des données d'atténuation ?

- Agir sur le niveau de connaissances, de suivi et de projections des émissions de GES
- Participer aux processus d'inventaires des émissions de GES
- Participer à l'élaboration des futures trajectoires d'émissions de GES
- Agir sur la mise en œuvre de mesures pour atténuer les changements climatiques
- Mettre en œuvre des projets dans les secteurs jugés prioritaires pour réduire/capter les émissions de GES
- Assurer le suivi des engagements pris par les différents acteurs pour participer à l'atténuation des effets du changement climatique
- Améliorer l'information sur les enjeux liées à l'atténuation du changement climatique

"Si vous ne pouvez pas le mesurer, vous ne pouvez pas le gérer" Pierre Drucker.

3 étapes liées aux données d'activités qui ont chacune leurs problématiques propres :



- La collecte : comment s'assure-t-on de la robustesse des données collectées ?
- L'analyse/usage : comment organiser des actions de plaidoyers à partir de ces données ?
- La gouvernance : comment s'assurer que les données sont accessibles, notamment aux acteurs non-étatiques ?

Gabriel Follin-Arbelet, Chef de projets – Mesure d'impacts au [Bureau Kinomé](#)

Kinomé est entreprise sociale française, qui s'articule autour de 4 activités : recherche, conseil (type "bureau d'étude"), projet (type "ONG"), et éducation au grand public. Sur des sujets climat, biodiversité et déforestation.

L'utilisation de l'outil de Global Forest Watch pour le suivi de la déforestation en Guinée et la formulation d'objectifs nationaux. Kinomé intervient en Guinée, dans le cadre d'un projet sur la révision de leur Contribution Déterminée au niveau National à l'Accord de Paris. Cet exemple permet de montrer l'importance de bénéficier de données robustes et fiables pour formuler des engagements qui soient pertinents. Dans beaucoup de pays africains, l'accès aux données énergétiques et climatiques s'est beaucoup amélioré ces dernières années, les situations de référence sont plus proches de la réalité et il y a un bon suivi au cours du temps. Cependant en Guinée : les données de l'Institut National de Statistique mettaient en évidence qu'entre 2012 et 2016, 75 % de la consommation d'énergie provenait de la biomasse (bois ou charbon de bois). Or les données forestières issues d'un inventaire forestier vieux de 30 ans ne permettait pas de prendre en compte cette réalité. Pour prendre des engagements clairs sur la lutte contre la déforestation, il était nécessaire d'avoir des données de références actualisées.

Or la collecte de données forestières est difficile et demande beaucoup de moyens financiers et humains. Kinomé utilise l'outil Global Forest Watch (GFW), plateforme en ligne de suivi des forêts et des données de déforestation, qui se base sur des données satellites pour faire de la visualisation de la perte de couverture forestière en fonction du temps.

L'outil de GFW permet de voir où et quand a lieu la déforestation. A partir de ces données et de facteurs d'émissions, GFW fait des estimations des émissions de CO2 dues à la déforestation constatée. Les données de GFW ne donnent pas d'informations sur les émissions capturées par les forêts existantes, sur les raisons de la déforestation, sur la nature des forêts coupées. Elles ne peuvent pas donc se substituer à un inventaire forestier "réel".

L'utilisation de la plateforme de GFW a permis **de rééquilibrer ce qui était une incohérence forte entre les données disponibles et la réalité constatée.**

En Côte d'Ivoire, deux projets pionniers qui illustrent une coopération entre acteurs étatiques et non-étatiques dans la lutte contre la déforestation :

- Inventaire forestier national depuis 2018, pour la faune et la flore, en collaboration avec l'ONFI (ONF International), IGN (expert d'analyse de données) et la SODEFOR (Office national des forêts de Côte d'Ivoire). L'utilisation de données satellites permet de cibler les endroits les plus pertinents pour déployer des équipes de terrain venant collecter des données. Plus d'infos : <https://youtu.be/ha9XUw78ifE>

- Outil de surveillance Starling : pour prévenir la déforestation due à la culture de Cacao. Collaboration entre la SODEFOR (Office national des forêts de Côte d'Ivoire), l'ONG EarthWorm et Airbus. Permet le repérage d'actions de déforestation et l'intervention rapide d'équipes de terrain.

Les projets d'inventaires forestiers sont très coûteux, et ne sont pas souvent la priorité des bailleurs parce qu'ils ont l'air moins concrets, alors qu'ils sont en fait indispensables pour la réalisation de projet de développement. Cependant, il existe déjà un certain nombre d'outils



comme celui de GFW qui sont très faciles d'utilisation, pourraient être mis à disposition des Etats pour les intégrer dans leurs systèmes de suivi et de mise à jour de leurs données forestières, sans beaucoup d'investissements.

Jafaru Abdulrahman, Chef de projet IT à [ECOWAS Centre for Renewable Energy and Energy Efficiency \(ECREEE\)](#)

ECREE, créé en 2008 pour promouvoir le développement des marchés de l'énergie durable, est une plateforme de collecte de données énergétiques des 15 pays membres de la CEDEAO, qui est mise à la disposition du public par l'intermédiaire de l'Observatoire des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique de la CEDEAO (ECOWREX). ECREE soutient également les États membres pour la planification énergétique.

Comment ECREE collecte les données sur l'énergie ? : Comme base de référence, lors de la création d'ECOWREX, des statistiques énergétiques et des données spatiales SIG ont été collectées. Par la suite, un cadre de suivi régional a été créé, avec 15 points focaux désignés dans chaque État membre de la CEDEAO, grâce auquel il y a une collecte annuelle de données et un renforcement des capacités. Ce cadre régit la collecte, l'analyse et la publication des données, et donne confiance aux utilisateurs quant à la légitimité et à l'exactitude des données.

L'ensemble du personnel d'ECREE soutient le processus, en mobilisant les ressources et développant les compétences. Des recherches informatiques sont effectuées, recueillant des données primaires auprès des ministères, des sources internationales et des régulateurs de l'énergie et de l'électricité afin de compiler les données.

Comment ces données sont utilisées pour développer des politiques favorisant l'accès à l'énergie durable ? : L'utilisation de ces données permet d'élaborer des politiques en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique au niveau de la CEDEAO en 2013. L'ECREE supervise leur mise en œuvre. En conséquence, des plans d'action pour l'énergie durable ont été élaborés dans chacun des 15 États membres. Le cadre de suivi régional permet de suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces politiques. Un rapport d'avancement régional est publié chaque année.

La capacité de collecte de données au sein des États membres s'est avérée faible. Un financement est recherché pour les aider à développer des structures et des processus adéquats pour la collecte de données. La structure de gouvernance existante d'ECREE n'est pas utile si ces structures n'existent pas également sur le terrain, au niveau local.

Joël Nana, Coordinateur Projet Senior à [Sustainable Energy Africa \(SEA\)](#)

SEA est une ONG basée en Afrique du Sud, qui travaille au niveau des villes d'Afrique australe pour promouvoir un développement équitable, à faible émission de carbone et d'énergie propre, par la recherche, le renforcement des capacités, l'engagement politique et la diffusion d'informations.

Aperçu à partir des données sur l'énergie des ménages : Dans tous les projets sur lesquels nous avons travaillé, les informations nécessaires concernent généralement la manière dont les ménages utilisent l'énergie (exemple de Yaoundé), à quoi elle sert, quel pourcentage de leurs revenus est consacré à l'énergie, les projections futures des besoins énergétiques et les changements dans les paysages énergétiques.

Types de données sur la consommation d'énergie des ménages : Cela dépend de la raison pour laquelle les données sont nécessaires. Pour les profils d'émissions, ce qui est généralement nécessaire est la demande d'électricité du réseau, ou les sources renouvelables distribuées qui



sont hors réseau. Dans le cas des combustibles solides ou liquides, il s'agit de la quantité de bois, de biomasse, de kérosène, d'essence, etc. utilisée.

Où obtenir des données sur l'énergie des ménages ? Il n'existe pas de lieu unique pour collecter toutes ces données. La première étape est toujours la plus coûteuse. Il est utile d'avoir des donateurs. Le projet CoMSSA a établi 10 étapes du processus de collecte de données (voir la présentation). Il est important d'obtenir la participation des parties prenantes et des recenseurs. Les métadonnées et la méthodologie sont également importantes. S'appuyer sur les enquêtes de recensement des ménages dans chaque pays est également très utile et constitue une source de données importante. En Afrique du Sud, les compagnies d'électricité ont également ouvert les données sur les ménages - ce qui n'est pas le cas dans tous les pays africains. L'EES travaille sur une base de données. Les données secondaires sont toujours moins chères et plus faciles à trouver, mais il peut s'agir de données agrégées au niveau national.

C

Marie Colson, Coordinatrice Projet Mobilité à [Institut für Energie- und Umweltforschung Heidelberg \(IFEU\)](#)

IFEU : Institut pour l'environnement et l'énergie de Heidelberg. Institut de recherche indépendant à but non lucratif, basé à Heidelberg et à Berlin.

Un des gros travaux de l'IFEU : inventaire des émissions de GES des transports en Allemagne.

A côté de ça, IFEU travaille beaucoup à l'international, avec des villes ou des pays, notamment dans le cadre du projet MYC : Mobilize Your City.

Pour la collecte de données, l'IFEU utilise 2 méthodologies parallèles :

- top-down : typiquement des données étatiques
- bottom-up : kms des voitures, des bateaux... type de voitures, de bateaux... et multiplication par les facteurs d'émissions. Cette méthodologie est bien plus compliquée puisque les données ne sont pas centralisées. Le défi est donc de mobiliser un grand nombre d'acteurs pour trouver ces données.

L'IFEU a mis au point l'outil MYC : Mobilize Your City. C'est une initiative franco-allemande, qui bénéficie de fonds de la Commission Européenne, et qui a pour but d'aider les villes à mettre en place des politiques de mobilité durable. Pour le moment 61 villes et 13 gouvernements font partie de l'initiative. Dans ce contexte, l'IFEU a créé un calculateur d'émission des transports, qui s'appelle le MYC-calculator.

Présentation de 2 projets qui ont été menés dans le cadre du MYC :

- **Rwanda** : Projet pour évaluer la pertinence du déploiement d'une mobilité électrique. Il a fallu commencer par calculer les émissions actuelles. Pour cela, l'IFEU a utilisé à la fois des données nationales et des données locales (par exemple de la ville de Kigali). Exemple d'un défi rencontré dans la collecte de données : MYC a pu avoir les données du nombre de véhicules enregistrés au niveau national, mais il était dur de savoir quelle était la part de la flotte de véhicule qui était réellement active, c'est-à-dire qui roulait réellement. Une fois les données rassemblées, l'IFEU a construit des scénarios à la fois pour l'augmentation des véhicules et circulation et pour les émissions liées aux transports en partant de différentes hypothèses, grâce à des rencontres avec des unités de recherche des universités du pays et des experts locaux.

L'IFEU a calculé quels seraient les avantages de déployer une mobilité électrique au Rwanda, en particulier pour les deux roues. Et a montré qu'une augmentation de la mobilité électrique serait profitable au pays pour la lutte contre les changements climatiques.



- **Tunisie** : plan national de la mobilité urbaine. Construction de scénarios après de nombreuses consultations avec beaucoup d'acteurs (compagnies de bus, villes, agences régionales...). L'IFEU a montré que la coordination entre acteurs était très difficile à mettre en place, et constituait un gros chantier pourtant nécessaire à la mise en place de plans de mobilité durable. Difficulté rencontrée : beaucoup de carburant est vendue officieusement, ce qui empêche d'avoir des données claires sur la consommation de fuel.

Certaines données sont dès le départ mises à disposition de tous, publiques par nature. A contrario, certains pays se méfient du partage de données, parfois même entre différents ministères. L'IFEU essaie donc de plaider pour le partage des données auprès des acteurs avec qui il travaille.

De plus, il est difficile de mettre des données au bon format pour qu'elles soient accessibles, et de trouver de l'argent pour entretenir ces données, les mettre à jour. Par exemple, en Europe, on a la chance d'avoir EUROSTAT, qui nous permet d'avoir accès à un grand nombre de données. Or, pour les pays africains, il n'existe pas d'organisme équivalents. Cela manque beaucoup.

Résultats du Menti :



Réactions des intervenants :

Marie Colson : Impliquer les acteurs territoriaux dans la collecte des données est un gros défi. Cela demande une grande coordination, pour permettre l'échange de données entre acteurs de différents territoires. Renforcer la formation des acteurs est très important également, parce que le climat est un sujet relativement nouveau pour beaucoup d'acteurs.

Joël Nana : La priorité choisie par le public est également celle de SEA. L'implication des acteurs locaux pour la collecte et le traitement des données est très importante, et cela rejoint la deuxième priorité parce que ça permet aux acteurs de gagner en compétence.

Jafaru Abdulrahman : La question des différences entre régions est primordiale. La priorité doit être de donner aux acteurs non-étatiques la capacité de soutenir les processus de collecte de données.



Gabriel Follin-Aberlet : C'est étonnant de voir que la question des moyens arrive en dernier dans l'ordre des priorités. Cela montre qu'il y a déjà beaucoup de choses existantes. Cette première priorité montre l'envie des acteurs non-étatiques de s'engager dans la collecte des données, et c'est assez enthousiasmant. Il est nécessaire d'avoir des cadres nationaux trans-sectoriels pour la collecte de données d'émissions, et des cadres internationaux plus clairs pour nourrir des bases de données comme celle d'Eurostat en Europe.

Initiatives signalées dans le questionnaire Menti qui apportent leur pierre à l'édifice de la collecte des données d'émissions :

- Mise en place de la Maison Méditerranéenne du Climat à Tanger au Maroc
- Forte utilisation de l'*IPCC Good Practice Guidance* lors de la collecte de données en Afrique
- L'implication progressive des acteurs non-étatiques dans des forums de réflexion sur la définition des politiques et leur mise en œuvre